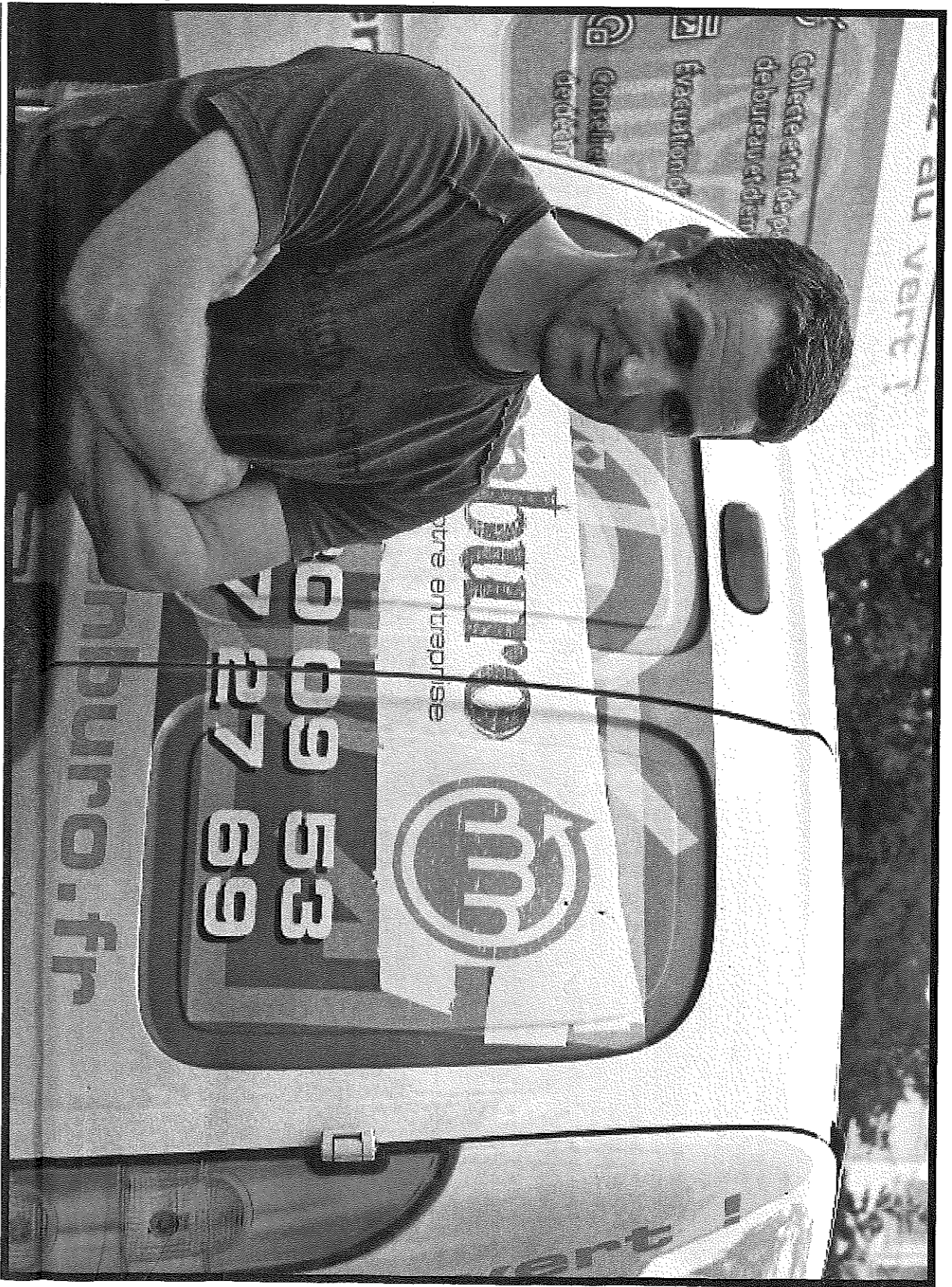


Sabrina → les pour sauver et mettre en ligne

- 1973** Naissance à Dakar au Sénégal
- 1990** Retour en métropole, à Paris
- 1991** Passe un Bac S puis enchaîne Hypocagne et la faculté d'Histoire de la Sorbonne
- 1994** Arrivée à Toulouse pour sa maîtrise d'histoire à l'Université du Mirail
- 1996-2005** Directeur adjoint de Desbats services
- 2008** Création de Greenburo
- 2011** Greenburo remporte l'appel d'offres lancé par la Communauté urbaine du Grand Toulouse pour la collecte des cartons des commerçants du centre-ville



Mathieu Poupon. Cet ancien chargé d'insertion a créé avec Alain Gergaud Greenburo, une entreprise spécialisée dans le tri et la collecte des déchets de bureaux qui vient de remporter un important marché auprès du Grand Toulouse

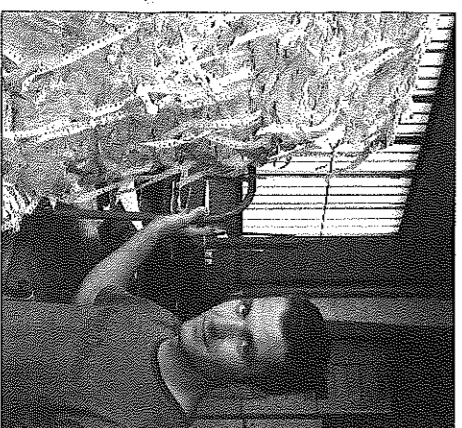
Social business

« Une s'agit pas d'assistantat », s'insurge Mathieu Poupon, irrité par le discours ambiant sur les bénéficiaires des minima sociaux. Le trentenaire qui a passé dix ans au poste de chargé d'insertion dans une région de quartier à Bagatelle, sait de quoi il parle. Son entreprise, Greenburo, embauche depuis trois ans des personnes au RSA, des chômeurs de longue durée, des femmes sans qualification, des travailleurs handicapés pour leur confier des tâches de collecte et de tri de déchets de papier et d'emballage de bureau auprès des entreprises et des collectivités en vue de leur valorisation par des filières ad hoc. Des emplois peu ou pas qualifiés qui « permettent à ces personnes très éloignées de l'emploi d'être titulaire d'un CDD et de lever les freins qui les empêchent de trouver un emploi pérenne », assure-t-il. L'entreprise tente donc de concilier pré-occupation écologique et performance économique tout en assurant une mission d'insertion. « Nous ne sommes pas dans l'utopie, affirme pour autant Mathieu Poupon : nous pensons simplement qu'on

peut raisonner différemment des très grosses entreprises qui sont nos concurrents ». À savoir : « développer une activité rentable, dégager des bénéfices, ne rien coûter à la collectivité et même lui faire faire des économies. » Utiliser l'entree de l'environnement pour parler du social : le discours plaît aux entreprises et aux collectivités auxquelles Mathieu Poupon s'adresse. Pour élayer son discours, il a du reste deux arguments choos : le coût (la collecte et l'incinération coûtent, selon lui, de l'ordre de 300 à 350 €/la tonne quand c'est de 200 à 250 € pour la collecte et le recyclage) et la création d'emploi (le tri sélectif créant quatre fois plus d'emploi que la mise en décharge et l'incinération). CQFD. L'entreprise, qui a près de 300 clients privés et plusieurs collectivités importantes (la Dreal, Pôle emploi, la Caf, le rectorat, la CPAM, Bahma, Fenouillet, Aucarnville...), vient en quelques semaines de doubler son effectif (12 aujourd'hui) après avoir remporté sur appel d'offres un marché important avec la communauté urbaine du Grand Toulouse (UGT) pour la récupération des cartons des commerçants du centre-ville de Toulouse (1 500 commerces sont concernés). Elle est ainsi passée de trois tonnes de carton collecté par mois à trois tonnes par jour. L'activité représentait désormais 40 % de son chiffre d'affaires.

Une belle réussite que ne laissaient pas forcément prévoir les débuts incertains de l'entreprise. Créée en janvier 2008 par Mathieu Poupon et Alain Gergaud, qui se sont connus dans les rangs de la même entreprise d'insertion, avec l'aide d'une structure spécialisée dans le financement d'activités sociales et solidaires, la Scop n'a embauché son premier salarié qu'au bout d'un an. « Pendant toute la première année, nous avons assuré la collecte, avec ma voiture, et le tri nous-même dans mon garage. » L'idée de collecter les déchets de bureau (du papier à 80 % mais aussi, toner, palettes, bouteilles plastiques, piles, néons, ferraille, cuivre, alu...) ne s'est pas imposée tout de suite. « Lorsque nous avons réfléchi tous les deux à la création d'une activité économique qui permette de mener à bien ce type de missions d'insertion, nous avons d'abord pensé à la collecte de pain, sachant qu'il y a, en la matière, un gaspillage considérable. Le pain récupéré devrait permettre de fabriquer des aliments pour animaux. Le problème, c'est qu'il fallait trouver 90 % de subventions, personne n'acceptant de payer pour ce service. » Rien de tel avec les déchets de bureau puisque ce sont les entreprises qui paient pour l'enlèvement des déchets.

Conseillé par une entreprise rennaise, La feuille d'étable, celui qui a grandi en Afrique, en Colombie et au Pérou, sur les pas d'un père ingénieur agronome, prend finalement le temps de mûrir son projet et démarre la collecte sous les auspices



AGNÈS BERGON